

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Emissions et cotations

### Valeurs françaises

**ONE EXPERIENCE**

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 1.040.872,40 €

Siège social : 8, rue Barthélémy Danjou, 92100 Boulogne-Billancourt

824 187 579 RCS Nanterre

**AVIS AUX ACTIONNAIRES**

Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription par émission d'actions ordinaires nouvelles

Objet de l'insertion. – La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société One Experience (ci-après la « **Société** ») d'une augmentation de capital, par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et admission sur le marché Euronext Growth Paris des droits préférentiels de souscription ainsi que des actions nouvelles.

**Caractéristiques de la Société**

**Dénomination sociale** – La Société a pour dénomination One Experience.

**Forme de la société** – La société est une société anonyme à conseil d'administration.

**Numéros d'identification** – Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : 824 187 579 RCS Nanterre  
– Identifiant SIRET du siège social : 824 187 579 00035.

**Adresse du siège social** – Le siège de la Société est fixé à : 8, rue Barthélémy Danjou, 92100 Boulogne-Billancourt.

**Montant du capital social** – Le capital social est fixé à la somme de 1.040.872,40 € et est divisé en 10.408.724 actions de 0,10 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

**Objet social** – La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- la participation de la société par tous moyens et sous quelques formes que ce soit de toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer ;
- la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, l'acquisition de tous droits sociaux sous toutes leurs formes, de tous biens corporels ou incorporels, meubles ou immeubles, en totalité ou en partie le tout pour son propre compte ;
- toutes prestations de services se rapportant à l'activité spécifiée ou en matière de gestion administratives et financières ;
- et, généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

**Durée** – La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés (soit jusqu'au 8 décembre 2115), sauf dissolution anticipée ou prorogation.

**Législation applicable** – La Société est une société anonyme à Conseil d'administration régie par la loi française.

**Exercice social** – Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> janvier d'une année civile et se termine le 31 décembre de la même année civile.

**Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne** – Néant.

**Forme des actions** – Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, sauf dans les cas où la forme nominative est imposée par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les actions partiellement libérées ne peuvent revêtir la forme au porteur qu'après leur complète libération.

Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En vue de l'identification des détenteurs de titres, la Société est en droit, conformément aux dispositions de l'article L. 228-2 du Code de commerce dans les conditions prévues audit article, de demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres selon l'article L. 228-2 du Code de commerce, le nom ou s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité, l'année de naissance, ou, s'il s'agit d'une personne morale, l'année de constitution et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement, ou à terme, le droit de vote dans les Assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue

par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

L'Assemblée Générale Ordinaire peut, dans les conditions et dans les limites prévues par la loi, autoriser la Société à opérer en bourse sur ses propres actions.

**Transmission des actions** – Les actions sont librement négociables.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaire(s) sur les registres tenus à cet effet au siège social, pour les actions nominatives, ou par un intermédiaire financier habilité, pour les actions nominatives ou au porteur.

Toute transmission ou mutation d'actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un virement de compte à compte, dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur. La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un virement de compte à compte.

**Droits et Obligations attachés aux actions** – Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales dans les conditions légales et statutaires, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

**Indivisibilité des actions** – Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux Assemblées Générales.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux Assemblées Générales.

**Obligations antérieurement émises** – Néant.

**Franchissements de seuils** – La Société est autorisée à demander à tout moment auprès de l'organisme chargé de la compensation des valeurs mobilières les renseignements prévus par la loi relatifs à l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux assemblées d'actionnaires.

La Société est en outre en droit de demander dans les conditions fixées par le Code de commerce l'identité des propriétaires de titres lorsqu'elle estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été révélée sont propriétaires de titres pour le compte de tiers.

Outre l'obligation légale d'information, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce, qui vient à détenir ou cesse de détenir, de quelque manière que ce soit, au sens de l'article L. 233-7 et suivants du Code de commerce, un nombre de titres de capital représentant une fraction égale à 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 30 %, 33,33 %, 50 % ; 66,66 %, 90 % ou 95 % du capital et/ou des droits de vote aux assemblées, est tenue d'en informer la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social, ou par tout autre moyen équivalent pour les actionnaires ou porteurs de titres résidents hors de France, au plus tard avant la clôture des négociations du quatrième jour de bourse suivant le franchissement du seuil de participation susvisé, en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus. La personne tenue à l'information prévue ci-dessus précise le nombre de titres qu'elle possède donnant accès à terme au capital ainsi que les droits de vote qui y sont attachés.

**Assemblées d'actionnaires** – Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblées Générales Ordinaires, Extraordinaires ou Spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces Assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées Générales Extraordinaires.

#### Convocation - Accès aux assemblées - Pouvoirs

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi. La convocation peut, notamment, être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions fixées par décret, à l'adresse indiquée par l'actionnaire.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Il est justifié du droit de participer aux Assemblées Générales par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier est constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier, le cas échéant par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R. 225-61, en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Tout actionnaire peut se faire représenter par son conjoint, par son partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, par un autre actionnaire ou toute autre personne physique ou morale de son choix ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Tout actionnaire peut voter par correspondance ou à distance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements. Le formulaire de vote par correspondance doit parvenir à la Société trois jours avant la date de l'Assemblée pour être pris en compte. Le formulaire électronique de vote à distance peut être reçu par la Société jusqu'à la veille de la réunion de l'Assemblée Générale, au plus tard à 15 heures, heure de Paris.

#### Feuille de présence - Bureau - Procès-verbaux

- Une feuille de présence, dûment émarginée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance ou à distance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.
- Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

**Bilan.** – Le bilan de la Société arrêté au 31 décembre 2024 est publié en annexe.

#### Cadre juridique de l'augmentation de capital

**Prospectus** – En application des dispositions de l'article L. 411-2-1 1° du Code monétaire et financier et de l'article 211-2 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (l'« **AMF** »), la présente émission ne donne pas lieu à un prospectus soumis à l'approbation de l'AMF dans la mesure où le montant total de l'offre calculé sur une période de douze mois ne dépasse pas 8M€.

**Assemblée générale ayant autorisé l'émission** – L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 26 juin 2025 a délégué sa compétence au Conseil d'Administration à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions fixées dans la 14<sup>ème</sup> résolution.

**Décision du Conseil d'Administration de faire usage de la délégation conférée par l'Assemblée Générale pour procéder à l'émission** – En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Mixte visée ci-dessus, le Conseil d'Administration de la Société, lors de sa séance du 31 juillet 2025, a approuvé le principe d'une augmentation de capital réalisée avec maintien du DPS et a subdélégué tous pouvoirs au Président Directeur Général à l'effet de procéder au lancement de l'émission et d'en arrêter définitivement toutes les conditions.

**Décision du Président Directeur Général décidant l'émission** – En vertu de la subdélégation qui lui a été consentie par le Conseil d'Administration visé ci-dessus, le Président Directeur Général de la Société a, le 31 juillet 2025, fixé les modalités de l'augmentation de capital par émission d'actions ordinaires nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription dans les conditions et modalités présentées ci-après.

#### **Caractéristiques et modalités de souscription des Actions Nouvelles.**

**Nombre d'actions nouvelles à émettre** – Le nombre total d'actions nouvelles à émettre (collectivement les « **Actions Nouvelles** » et individuellement une « **Action Nouvelle** ») s'élève à 1.250.000 (avant clause d'extension) soit une augmentation de capital de 125.000 euros hors prime d'émission.

Ce nombre d'Actions Nouvelles a été déterminé en considération du nombre d'actions actuellement émises par la Société (soit 10.408.724 actions).

**Faculté d'extension** – En fonction de l'importance de la demande, la Société se réserve la faculté d'exercer la clause d'extension, dans la limite de 15% du montant initial de l'émission, soit un produit d'émission de 1.500.000 € pourrait être porté à 1.725.000 € afin de servir tout ou partie des ordres de souscription à titre réductible. Ainsi, le nombre initial de 1.250.000 actions nouvelles pourrait être augmenté de 187.500 actions nouvelles supplémentaires, pour porter le nombre total d'actions à émettre à un maximum de 1.437.500 actions.

**Prix de souscription.** – Le prix de souscription a été fixé à 1,20 € par Action Nouvelle soit 0,10 € de valeur nominale et 1,10 € de prime d'émission, représentant une décote de 20% par rapport au cours de clôture du 30 juillet 2025 (1,50 €) précédant la fixation du prix de l'émission par le Président Directeur Général.

**Dates d'ouverture et de clôture de la souscription.** – du 8 août 2025 au 20 août 2025.

**Souscription à titre irréductible.** – La souscription des Actions Nouvelles est réservée, par préférence, aux porteurs d'actions existantes enregistrées comptablement sur leurs compte-titres à l'issue de la journée précédant la date d'ouverture de la période de souscription et aux cessionnaires de droits préférentiels de souscription (DPS). Les titulaires de droits préférentiels de souscription pourront souscrire à titre irréductible, à raison de 10 Actions Nouvelles pour 83 actions existantes possédées, soit 83 DPS qui permettront de souscrire à 10 Actions Nouvelles, sans qu'il soit tenu compte des fractions.

Les droits préférentiels de souscription ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de DPS permettant la souscription d'un nombre entier d'Actions Nouvelles. Les actionnaires ou cessionnaires de DPS qui ne possèderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions existantes ou de DPS pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles, devront faire leur affaire de l'acquisition ou de la cession sur le marché du nombre de DPS permettant d'atteindre le multiple conduisant à un nombre entier d'Actions Nouvelles.

**Souscription à titre réductible.** – Il est institué, au profit des actionnaires, un droit préférentiel de souscription (DPS) à titre réductible aux Actions Nouvelles qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et dans la limite de leurs demandes.

En même temps qu'ils déposeront leurs souscriptions à titre irréductible, les actionnaires ou les cessionnaires de DPS pourront souscrire à titre réductible le nombre d'Actions Nouvelles qu'ils souhaiteront, en sus du nombre d'Actions Nouvelles résultant de l'exercice de leurs droits préférentiels de souscription à titre irréductible.

Les Actions Nouvelles éventuellement non absorbées par les souscriptions à titre irréductible seront réparties et attribuées aux souscripteurs à titre réductible. Les ordres de souscription à titre réductible seront servis dans la limite de leurs demandes et *au prorata* du nombre d'actions existantes dont les droits auront été utilisés à l'appui de leur souscription à titre irréductible, sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Action Nouvelle. Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'Actions Nouvelles lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses DPS que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les intermédiaires habilités auprès desquels ces souscriptions auront été déposées.

Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des Actions Nouvelles à titre réductible.

Un avis publié dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social de la société et par Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Les sommes versées pour des souscriptions à titre réductible et se trouvant disponibles après la répartition seront remboursées sans intérêt aux souscripteurs par les intermédiaires habilités qui les auront reçues.

**Exercice du droit préférentiel de souscription.** — Pour exercer leurs droits préférentiels de souscription (DPS), les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité, à tout moment pendant la durée de la période de souscription, soit entre le 8 août 2025 et le 20 août 2025 inclus et payer le prix de souscription correspondant.

Chaque souscription devra être accompagnée du paiement du prix de souscription par versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société. Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

Le droit préférentiel de souscription devra être exercé par ses bénéficiaires, sous peine de déchéance, avant l'expiration de la période de souscription.

Le droit préférentiel de souscription sera négociable du 8 août 2025 jusqu'au 18 août 2025 inclus, dans les mêmes conditions que les actions anciennes.

Le cédant du droit préférentiel de souscription s'en trouvera dessaisi au profit du cessionnaire qui, pour l'exercice du droit préférentiel de souscription ainsi acquis, se trouvera purement et simplement substitué dans tous les droits et obligations du propriétaire de l'action existante.

Les droits préférentiels de souscription non exercés à la clôture de la période de souscription seront caducs de plein droit.

**Cotation du droit préférentiel de souscription.** — A l'issue de la séance de Bourse du 5 août 2025, les actionnaires de la Société recevront 1 DPS pour chaque action détenue (soit au total 10.408.724 DPS émis). Chaque actionnaire détenant 83 DPS (et des multiples de ce nombre) pourra souscrire à 10 Actions Nouvelles (et des multiples de ce nombre) au prix unitaire de 1,20 €.

Ils seront cotés et négociés sur Euronext Growth, sous le code ISIN FR0014011QM2 du 6 août 2025 jusqu'au 18 août 2025 inclus. A défaut de souscription ou de cession de ces DPS, ils deviendront caducs à l'issue de la période de souscription et leur valeur sera nulle.

**Demandes de souscription à titre libre.** — En sus de la possibilité de souscrire à titre irréductible et réductible suivant les conditions et modalités précisées ci-avant, toute personne physique ou morale, détenant ou non des droits préférentiels de souscription, pourra souscrire à la présente augmentation de capital à titre libre.

Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, étant précisé que le Conseil d'Administration de la Société disposera de la faculté de répartir librement les actions non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectué des demandes de souscriptions à titre libre.

**Droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues par la Société.** - En application de l'article L. 225-206 du Code de commerce, One Experience ne peut souscrire à ses propres actions. Les droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues de la Société seront cédés sur le marché avant la fin de leur période de négociation dans les conditions de l'article L. 225-210 du Code de commerce.

**Limitation de l'augmentation de capital.** – Dans le cas où les souscriptions tant à titre irréductible qu'à titre réductible n'auraient pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'Administration pourra limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions reçues, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, à la condition que celui-ci atteigne au moins 75% du montant de l'émission décidée.

**Établissements domiciliaires. — Versements des souscriptions.** — Les souscriptions des Actions Nouvelles et les versements des fonds par les souscripteurs, dont les titres sont inscrits sous la forme nominative administrée ou au porteur, seront reçus jusqu'à la date de clôture de la période de souscription incluse auprès de leur intermédiaire habilité agissant en leur nom et pour leur compte.

Les souscriptions et versements des souscripteurs dont les actions sont inscrites sous la forme nominative pure seront reçus sans frais auprès de Uptevia.

Les Actions Nouvelles seront à libérer intégralement lors de leur souscription, par versement en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, pour la totalité de la valeur nominale et de la prime d'émission, étant précisé que le montant de la prime d'émission versée sera inscrit au passif du bilan dans un compte spécial « Prime d'émission » sur lequel porteront les droits des actionnaires anciens et nouveaux.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés chez Uptevia, qui établira le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

Les souscriptions pour lesquelles les versements n'auraient pas été effectués seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure.

**Restrictions de placement** – La vente des Actions Nouvelles et des droits préférentiels de souscription peuvent, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique.

**Garantie** – L'offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin, au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Le début des négociations sur le titre n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

**Engagements de souscription** – La société a d'ores et déjà reçu des engagements de souscription à hauteur d'environ 88% du montant brut de l'Opération, soit 1.321.622,84 €, de la part des actionnaires / investisseurs suivants par compensation de créances :

- la société CPI s'est engagée à souscrire à titre irréductible et réductible pour un montant de 27.000 € par compensation de créances,
- la société BR Conseil s'est engagée à souscrire à titre irréductible et réductible pour un montant de 12.000 € par compensation de créances,
- la société Aliquini SAS s'est engagée à souscrire à titre irréductible et réductible pour un montant de 50.000 € par compensation de créances,
- la société Network Asia Ventures s'est engagée à souscrire à titre irréductible et réductible pour un montant de 120.000 € par compensation de créances,
- Monsieur Olivier Leroux s'est engagé à souscrire à titre irréductible et réductible pour un montant de 125.000 € par compensation de créances,
- la société CPG s'est engagée à souscrire à titre irréductible et réductible pour un montant de 499.452 € par compensation de créances,
- la société Reworld Media s'est engagée à souscrire à titre irréductible et réductible pour un montant de 386.808,84 € par compensation de créances,
- la société ENR Expansion s'est engagée à souscrire à titre irréductible et réductible pour un montant de 40.000 € par compensation de créances,
- la société Menallen s'est engagée à souscrire à titre irréductible et réductible pour un montant de 41.362 € par compensation de créances,
- la société Rosheart Finance s'est engagée à souscrire à titre irréductible et réductible pour un montant de 20.000 € par compensation de créances.

L'ensemble de ses engagements représente environ 88% de l'augmentation de capital envisagée. La Société n'a pas connaissance des intentions de ses autres actionnaires.

**Jouissance** – Les actions nouvelles porteront jouissance courante et seront assimilables aux actions existantes de la Société.

**Place et date de cotation.** – Les actions nouvelles feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth le 27 août 2025. Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société déjà négociées sur le marché Euronext Growth et négociables, à compter de cette date, sur la même ligne de cotation que ces actions sous le même code ISIN FR0013266772.

Selon le calendrier indicatif de l'augmentation de capital, la date de livraison prévue des actions nouvelles est prévue le 27 août 2025.

*Pour One Experience  
Le président directeur général  
Monsieur Edouard Masseau*

Annexe : Bilan de la Société au 31 décembre 2024

## Bilan actif

En euros	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 710	1 710		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	11 460		11 460	11 460
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, mat. et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	2 500	2 500		
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	7 222 575	283 500	6 939 075	6 807 991
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	8 443		8 443	8 443
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (II)</b>	<b>7 246 687</b>	<b>287 710</b>	<b>6 958 977</b>	<b>6 827 893</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>CREANCES</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Clients et comptes rattachés				25 000
Autres créances	3 855 279		3 855 279	3 507 369
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement				
(dt act. propres : )				
Disponibilités	33 646		33 646	616
<b>CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>964</b>		<b>964</b>	<b>472</b>
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)</b>	<b>3 889 889</b>		<b>3 889 889</b>	<b>3 533 456</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (VI)				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>11 136 576</b>	<b>287 710</b>	<b>10 848 866</b>	<b>10 361 350</b>



# Bilan Passif

En euros			31/12/2024	31/12/2023
			Net	Net
Capital social ou individuel	Dont versé :	9 162 161	9 162 161	9 162 161
Primes d'émission, de fusion, d'apport,			1 968 125	1 968 125
Écarts de réévaluation				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau			(1 894 725)	(875 461)
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>			<b>(5 278)</b>	<b>(1 019 264)</b>
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées			82 592	66 794
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>			<b>9 312 875</b>	<b>9 302 355</b>
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS)</b>				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
<b>TOTAL PROVISIONS (II)</b>				
<b>DETTES FINANCIERES</b>				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			101 180	99 592
Emprunts et dettes financières divers				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			164 591	85 832
Dettes fiscales et sociales				178
<b>DETTES DIVERSES</b>				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			1 270 221	873 393
<b>PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>				
<b>TOTAL DETTES (III)</b>			<b>1 535 991</b>	<b>1 058 995</b>
Écarts de conversion passif (IV)				
<b>TOTAL PASSIF (I + I BIS + II + III + IV)</b>			<b>10 848 866</b>	<b>10 361 350</b>